

Séance publique du 21 juin 2005

Délibération n° 2005-2762

commission principale : finances et institutions

objet : **Compte administratif 2004 - Budget principal**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mai 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le compte administratif qu'il est proposé au Conseil d'approuver, constate les résultats de l'exercice 2004.

Les recettes totales de 2004 ont atteint 1 449,216 M€ pour une prévision de 1 648,957 M€, soit un taux de réalisation de 87,8 %.

Les dépenses totales de 2004 ont atteint 1 385,845 M€ pour un crédit autorisé de 1 594,889 M€, soit un taux de réalisation global de 86,9 %.

Le résultat de l'exercice (recettes réalisées - dépenses réalisées) s'élève à 63,371 M€. Il était de 130,149 M€ en 2003, 64,3 M€ en 2002 et 32,1 M€ en 2001.

Compte tenu des résultats antérieurs reportés, de l'affectation de l'excédent de fonctionnement au déficit d'investissement, l'exercice 2004 s'achève avec un excédent global de 9,302 M€ (30,243 M€ en 2003, 24,545 M€ en 2002 et 32,132 M€ en 2001). Cet excédent global représente 0,67 % des dépenses réalisées.

A la fin de l'année 2004 les restes à réaliser, c'est à dire les crédits qui ont fait l'objet d'un engagement comptable sans avoir fait l'objet d'émission de titres de recettes ou de mandats de dépenses à la clôture, se sont élevés à :

- 32,410 M€ en dépenses de fonctionnement,
- 4,932 M€ en recettes de fonctionnement,
- 19,000 M€ en recettes d'investissement.

Le solde disponible à la clôture de l'exercice 2004 ne s'élève qu'à 825 753,64 € (838 832,63 € en 2003, 462 661,83 € en 2002 et 909 230,78 € en 2001) qui pourront éventuellement être affectés au budget supplémentaire.

Le tableau n° 1 ci-dessous présente la synthèse du compte administratif 2004 du budget principal.

Compte administratif 2004 - budget principal - synthèse - tableau n° 1

Libellé	Investissement (en €)	Fonctionnement (en €)	Total
recettes totales			
montant voté au budget primitif	453 347 458,00	1 043 933 791,00	1 497 281 249,00
total des prévisions à la clôture	562 358 248,51	1 086 599 360,02	1 648 957 608,53
taux d'évolution	24,05 %	4,09 %	10,13 %
total réalisé			
taux de réalisation	357 632 762,36	1 091 583 756,76	1 449 216 519,12
	63,60 %	100,46 %	87,89 %

dépenses totales			
montant voté au budget primitif	453 347 458,00	1 043 933 791,00	1 497 281 249,00
total des prévisions à la clôture	470 047 479,52	1 124 842 163,78	1 594 889 643,30
taux d'évolution	3,68 %	7,75 %	6,52 %
total réalisé	441 607 010,75	944 238 559,41	1 385 845 570,16
taux de réalisation	93,95 %	83,94 %	86,89 %
résultat de l'exercice	- 83 974 248,39	147 345 197,35	63 370 948,96
résultat antérieur reporté	- 92 310 768,99	122 553 572,75	30 242 803,76
affectation du résultat à l'investissement		- 84 310 768,99	- 84 310 768,99
résultat de clôture	- 176 285 017,38	185 588 001,11	9 302 983,73
reports dépenses	0,00	32 410 100,82	32 410 100,82
reports recettes	19 000 000,00	4 932 870,73	23 932 870,73
résultat disponible	- 157 285 017,38	158 110 771,02	825 753,64

Les recettes réelles de fonctionnement constatées au compte administratif 2004 sont de 1 014,527 M€, elles étaient de 945,821 M€ en 2003 (+ 7,26 %). Cependant, une correction de 22,3 M€ doit être opérée. Il s'agit du traitement comptable du débet du Trésorier. La variation entre 2003 et 2004 devient + 4,91 %.

En 2004, le montant de la taxe professionnelle unique encaissé a été de 479,820 M€, il était de 459,392 M€ en 2003. Le montant des attributions de compensations versées aux Communes s'est élevé à 202,778 M€ (201,109 M€ en 2003) et celui reçu des Communes à 13,093 M€ (11,964 M€ en 2003).

En matière de fiscalité directe, la comparaison brute entre les deux exercices 2003 et 2004, n'est pas significative compte tenu des évolutions des périmètres. Les effets des rôles supplémentaires et des divers correctifs apportés par les services fiscaux à la suite de réclamations sont de nature à modifier la lecture directe des évolutions. Si ces évolutions peuvent apparaître assez favorables pour la Communauté urbaine, il faut savoir que l'exercice 2004 concentre des régularisations sur les années antérieures et des correctifs sur la majorité des éléments constitutifs concernés (prélèvement du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, attributions de compensation versées et reçues, dotation de solidarité communautaire, allocations compensatrices, rôles supplémentaires).

Les compensations fiscales provenant de l'Etat sont encaissées à hauteur de 239,822 M€ (236,488 M€ en 2003).

La dotation de solidarité a été versée à hauteur de 10,444 M€ en 2004, conformément aux critères délibérés le 16 décembre 2002. Elle était de 13,4 M€ en 2003, aucune régularisation des acomptes n'ayant été opérée, conformément à la délibération du 14 juin 2004.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères représente un produit de 82,170 M€ (79,029 M€ en 2003), la dotation globale de fonctionnement notifiée par les services préfectoraux passe de 87,574 M€ en 2003 à 88,419 M€ en 2004;

Les recettes du péage du périphérique nord constatées à hauteur de 24,744 M€, soit 2,2 M€ de plus qu'en 2003. Elles sont, pour moitié reversées au département du Rhône qui a financé la moitié de l'ouvrage.

Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 855,961 M€ contre 789,616 M€ en 2003, en hausse de 8,40 %.

La comparaison doit être modulée de 22,3 M€ du constat de débet du Trésorier. La variation entre 2003 et 2004 est de 5,58 %. Si l'on prend en compte le fonds de concours de 8 M€ versé à Eurexpo, la variation est alors de 4,57 %.

Le principal poste de dépenses de fonctionnement (29 % des dépenses réelles) concerne les subventions, versées à hauteur de 246,080 M€. Les plus importantes concernent les versements au Sytral (110,680 M€) et au SDIS (25,096 M€), mais également des fonds de concours à des investissements tels que les participations aux ZAC (30,3 M€) ou à Eurexpo (8 M€).

En 2004, le chapitre 012 des charges de personnel représente avec 149,924 M€, 17,50 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. Il était de 140,979 M€ et représentait 18 % de l'ensemble en 2003.

Les frais financiers ont bénéficié du faible niveau des taux d'intérêts, des actions de gestion active de la dette et du recours réduit à l'emprunt en 2003. Ils sont de 33,884 M€ en 2004. Ils représentent 4% des dépenses réelles de fonctionnement.

Les autres dépenses, hors attributions de compensations de la TPU et intérêts des emprunts, sont à 212,85 M€. Elles représentent 25 % des dépenses réelles de fonctionnement. Le détail des variations est présenté dans la rubrique sur les dépenses de fonctionnement. Elles concernent pour 22,26 M€ la prise en charge du débet de l'ancien trésorier de la Communauté urbaine, la gestion des déchets, le nettoyage, l'entretien des biens communautaires, l'achat de matières et fournitures non stockées comme le carburant, les impôts et les annonces et insertions.

Les opérations, qui ont fait l'objet d'une inscription à la programmation pluriannuelle des investissements, voient leur exécution se poursuivre dans le cadre des autorisations de programme aujourd'hui individualisées pour la majorité des opérations (719) du plan de mandat. La gestion en autorisations de programme permet une affectation de financement dès le lancement de chacune des opérations. La mise en place des crédits de paiement dans chaque exercice budgétaire permet de limiter le recours à l'emprunt au strict nécessaire. La gestion de la dette se trouve ainsi optimisée.

Un rapport séparé présente la réalisation des investissements opérationnels. Un document recense toutes les opérations ayant été financées par autorisations de programme et indique les montants qui ont été payés et encaissés depuis 2002. La consommation des crédits 2004 est reprise dans le compte administratif sur la base comptable qui a permis la réalisation budgétaire.

La charge nette du périmètre de la PPI s'élève à 165,100 M€ : 225,374 M€ de dépenses moins 60,274 M€ de recettes, contre 112,592 M€ en 2003, soit une évolution de 52,508 M€.

Le montant des dépenses réelles d'investissement réalisées en 2004 est de 354,037 M€.

Le montant du remboursement du capital de la dette est constaté à 130,3 M€. Pour une analyse pertinente, il convient de repérer le capital de la dette à court terme (35,000 M€) remboursé dès le 2 janvier 2005 et le remboursement anticipé d'emprunts renégociés (19,293 M€).

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 174,530 M€. Le montant des recettes sur opérations a été constaté à hauteur de 60,274 M€.

Le besoin d'emprunter se trouve limité à 95,404 M€, dont 35 M€ ont été remboursés dès le début de l'année 2005 et 20,404 M€ concernent le refinancement de la dette renégociée. Le recours à l'emprunt long terme nouveau est de 40 M€ en 2004.

Compte tenu de l'autofinancement brut qui ressort à 158,57 M€, l'épargne nette après remboursement du capital de la dette se calcule à 82,535 M€ directement affectée au financement des investissements.

I - Section de fonctionnement

a) - Recettes

Les recettes totales de fonctionnement s'élèvent à 1091,584 M€. Elles étaient de 1008,041 M€ en 2003. Les mouvements réels atteignent 1014,527 M€ (945,802 M€ en 2003) tandis que les mouvements d'ordre ressortent à 77,056 M€. 4,933 M€ de recettes de fonctionnement ont fait l'objet d'un report sur l'exercice 2005.

Les recettes totales ont été réalisées à hauteur de 100,46 % de la prévision totale, les recettes réelles à hauteur de 100,51 %.

La hausse des recettes réelles par rapport à 2003 de 7,26 % provient essentiellement de l'évolution des recettes du domaine et de la production des services, et des recettes à caractère fiscal.

La taxe professionnelle payée par les acteurs économiques a été encaissée par la Communauté urbaine à hauteur de 479,820 M€ (47,29 % des recettes réelles de fonctionnement), si l'on tient compte des rôles supplémentaires. Mais des attributions de compensation ont été reversées à certaines Communes de l'agglomération pour un montant de 202,778 M€ et 12,265 M€ ont été reçus des autres Communes à ce titre, laissant un solde de 189,685 M€ à la charge de la Communauté urbaine.

Par ailleurs, la Communauté urbaine a encaissé 0,828 M€ au titre du prélèvement pour déficit de logements sociaux dont 15 Communes étaient redevables en 2004.

Les compensations fiscales provenant de l'Etat à hauteur de 236,488 M€ en 2003 doivent être comparées en 2004 avec la nouvelle dotation de compensation des groupements reçue pour 217,863 M€ et la compensation au titre de la TPU encaissée pour un montant de 21,959 M€, soit un total en 2004 de 239,822 M€ (+ 1,41 %). Ces compensations constituent à 23,64 % des recettes réelles de fonctionnement.

Avec 82,171 M€, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères connaît une progression de près de 4 % (79,029 M€ en 2003), soit 8,10 % des recettes réelles de fonctionnement.

Ainsi, l'ensemble des recettes d'origine fiscale représente près de 815 M€ et 80 % du total des recettes réelles de fonctionnement (83 % en 2003).

La dotation de base de la DGF connaît une progression limitée de 0,96 % avec une recette de 88,419 M€. Elle représente 9,35 % des recettes réelles de fonctionnement. En 2003, elle s'élevait à 87,754 M€.

Les autres recettes réelles pour 111,179 M€, représentant 10,96 % des recettes réelles de fonctionnement, sont en hausse par rapport à 2003 (71,36 M€). Toutefois, pour une comparaison plus juste, il convient d'ôter le produit exceptionnel de 22,255 M€ correspondant à une écriture croisée, en dépenses et en recettes de fonctionnement, relative à la prise en charge du débet de l'ancien trésorier de la Communauté urbaine. Ce sont donc 88,924 M€ en 2004 qui sont à comparer avec les 71,36 M€ de 2003, soit une progression de 24,61 %.

Les recettes qui connaissent une augmentation sont principalement :

- la recette de péage du tronçon nord du périphérique de 24,813 M€ (22,587 M€ en 2003),
- les facturations pour réfection des tranchées de 6,168 M€ (4,885 M€ en 2003),
- la redevance pour incinération des ordures ménagères de 2,621 M€ (1,799 M€ en 2003),
- le remboursement des traitements des agents mis à disposition du SDIS de 1,885 M€ (1,045 M€ en 2003),
- la vente d'énergie de 5,631 M€ (4,039 M€ en 2003),
- le produit lié à la collecte sélective de 4,536 M€ (1,809 M€ en 2003) :
 - * 1,730 M€ au titre de la vente du verre et de matériaux issus des centres de tri,
 - * 1,878 M€ au titre des subventions reçues d'Eco-Emballage pour le soutien à la tonne triée,
 - * 0,928 M€ au titre de la subvention d'Eco-Emballage pour le soutien à la communication sur la collecte sélective,
- la recette de location des locaux dans les centres d'échanges de Lyon-Perrache pour 2,804 M€ (1,316 M€ en 2003),
- la valorisation des immobilisations acquises par voie d'échange pour 9,441 M€ (0,257 M€ en 2003), notamment avec la ville de Lyon pour les parcs de stationnement dont la compétence relève de la Communauté urbaine. Cette valorisation fait l'objet d'une écriture équivalente en dépense de la section d'investissement.

En 2004, les redevances de délégataires de services publics restent stables avec un produit de 6,478 M€ (6,3 M€ en 2003), comme la location des immeubles du domaine privé avec 3,834 M€ (3,796 M€ en 2003).

Les mouvements d'ordre en recettes de fonctionnement connaissent une progression de 22,81 % en 2004. Ce sont surtout les charges à étaler liées aux subventions versées, comme les 8 M€ au COFIL pour l'aménagement d'Eurexpo, qui influencent cette hausse avec un montant de 55,835 M€ (40,298 M€ en 2003). Les écritures relatives aux cessions foncières en annuités représentent 1,940 M€ en 2004 contre 1,260 M€ en 2003. La contre-passation des intérêts courus non échus diminue de 1,327 M€, le réalisé 2004 s'élevant à 17,466 M€.

Compte administratif 2004 - budget principal - recettes de fonctionnement (en €) - tableau n° 2

Directions	Budget primitif 2004	Prévu 2004	Réalisé 2004	Taux de réalisation en %	Reports
Communication	0,00	876 542,65	930 916,25	106,20 %	0,00
collecte sélective		876 542,65	930 916,25	106,20 %	
Délégation parisienne	52 800,00	52 800,00	54 640,69	103,49 %	0,00
loyer ACUF	52 800,00	52 800,00	54 640,69	103,49 %	
Direction prospective et stratégie	0,00	636 149,85	628 251,74	98,76 %	142 622,98
dont :					
projet européen Interact		440 376,87	446 632,02	101,42 %	
frais de gestion reversés par Interact					
coopération décentralisée (Cités unies, ministère des affaires étrangères, Interreg)		53 150,00	174 864,62	329,00 %	
Proact Asia Urbs		142 622,98		0,00 %	142 622,98
annulations de mandats sur exercices antérieurs			6 755,10		
Délégation générale aux ressources	509 600,00	662 049,02	389 057,37	58,77 %	152 449,02
dont :					
assemblée communautaire	83 600,00	83 600,00	55 615,16	66,53 %	
marchés, juridique et contentieux	426 000,00	578 449,02	333 442,21	57,64 %	152 449,02
Mission d'audit et gestions externes	6 363 225,00	6 315 225,00	6 503 356,69	102,98 %	0,00
dont :					
redevance Sogely	500 000,00	500 000,00	519 973,23	103,99 %	
redevance golf de Chassieu			43 045,35		
redevance EDF	2 500 000,00	2 500 000,00	2 580 864,93	103,23 %	
redevance CGE, SDEI, Serepi	55 000,00	35 000,00	64 257,58	183,59 %	
redevance Prodith	34 000,00	34 000,00	38 488,34	113,20 %	
dividendes d'actions LPA - Sogely	104 665,00	51 665,00	4 896,00	9,48 %	
moyens mis à disposition du Sepal		20 000,00	20 000,00	100,00 %	
redevance parcs de stationnement	3 169 560,00	3 169 560,00	3 190 810,15	100,67 %	
Direction des grands projets	22 600,00	22 600,00	20 224,02	89,49 %	0,00
maîtrise d'œuvre prolongement ligne 2 du tramway Saint Priest	22 600,00	22 600,00	20 224,02	89,49 %	0,00
Systèmes d'information et de télécommunication	188 000,00	188 000,00	186 630,78	99,27 %	0,00
dont :					
informations géographiques	38 000,00	38 000,00	16 527,87	43,49 %	
informatique	150 000,00	150 000,00	169 879,44	113,25 %	

Ressources humaines	4 557 736,00	4 594 940,91	5 022 849,86	109,31 %	0,00
dont :					
remboursement des indemnités (SFT,...) et des traitements d'agents mis à disposition : Interact, ville de Lyon (DUA)	2 408 175,00	908 370,50	1 147 775,89	126,36 %	
remboursement des traitements des agents mis à disposition du SDIS	360 561,00	1 885 129,90	1 885 011,54	99,99 %	
part agent des titres restaurants et remboursement des titres non utilisés	1 701 000,00	1 701 000,00	1 867 958,50	109,82 %	
subvention de l'Etat pour les emplois jeunes	41 000,00	41 000,00	45 429,35	110,80 %	
remboursement traitement emplois d'insertion	24 000,00	24 000,00	15 650,31	65,21 %	
DGF permanents syndicaux	23 000,00	23 000,00	35 157,41	152,86 %	
Finances	890 435 562,00	920 862 893,77	927 346 140,17	100,70 %	0,00
dont :					
reversement des budgets annexes aux charges de structures	1 400 000,00	1 577 032,00	1 577 032,00	100,00 %	
fiscalité directe locale	470 900 000,00	474 470 000,00	479 955 049,00	101,16 %	
taxe d'enlèvement des ordures ménagères	81 985 000,00	82 065 000,00	82 170 527,00	100,13 %	
attributions de compensation reçues (TPU)	10 900 000,00	12 300 000,00	13 093 087,71	106,45 %	
DGF dotation de base	303 400 000,00	88 419 494,00	88 419 494,00	100,00 %	
DGF dotation des groupements		217 780 499,00	217 863 295,00	100,04 %	
compensations fiscales	21 800 000,00	21 950 000,00	21 959 191,00	100,04 %	
remboursement crédit TVA et autres produits exceptionnels		22 255 306,77	22 256 608,98	100,01 %	
Logistique et bâtiments	3 148 960,00	3 181 112,00	3 366 909,59	105,84 %	0,00
dont :					
CELP	2 605 000,00	2 605 000,00	2 804 215,17	107,65 %	
concessions dans les cimetières	277 000,00	277 000,00	243 236,00	87,81 %	
vêtement de travail (reversement des budgets annexes)	224 848,00	257 000,00	237 920,31	92,58 %	
Propreté	11 304 027,00	11 923 412,17	13 190 266,65	110,62 %	155 804,81
dont :					
redevance pour incinération des ordures ménagères	2 663 788,00	3 128 033,75	2 621 172,78	83,80 %	
vente d'énergie	5 397 228,00	5 397 228,00	5 630 506,71	104,32 %	
redevance concessionnaire usine Lyon nord					155 804,81
exploitation des déchetteries	445 530,00	433 728,71	1 098 624,86	253,30 %	
exploitation des CET	5 000,00	5 000,00	4 827,56	96,55 %	
subvention DMS	72 800,00				
collecte sélective	2 467 429,00	2 600 894,78	3 607 916,08	138,72 %	
cession de véhicules		61 274,93	61 730,74	100,74 %	

Voirie	35 507 000,00	38 097 052,78	34 320 522,16	90,09 %	2 809 096,80
dont :					
facturation des réfections de tranchées	7 630 000,00	7 154 651,25	6 168 604,17	86,22 %	400 000,00
facturation réparation du domaine public	1 000 000,00	1 012 845,55	959 477,75	94,73 %	
redevance occupation du domaine public	300 000,00	300 000,00	311 134,67	103,71 %	10 533,60
réseau mutualisé de télécommunication	990 000,00	990 000,00	635 969,32	64,24 %	
recette du péage du tronçon nord du périphérique	25 587 000,00	27 237 132,02	24 812 691,05	91,10 %	2 398 563,20
cessions d'immobilisations		1 400 260,21	1 400 260,21	100,00 %	
Développement urbain	7 171 994,00	4 822 035,31	4 777 500,31	99,08 %	1 530 098,02
dont :					
habitat et développement social urbain	2 066 430,00	2 081 350,74	2 311 858,68	111,07 %	923 893,10
mission écologie	114 159,00	80 563,26	66 642,95	82,72 %	90 285,60
redevance occupation du domaine fluvial	55 000,00	55 000,00	69 583,11	126,51 %	
Gypsnoise	262 152,00	262 152,00	213 833,50	81,57 %	
urbanisme opérationnel	4 618 253,00	2 226 279,31	1 927 581,33	86,58 %	515 919,32
Affaires économiques et internationales	253 450,00	633 607,14	592 982,90	93,59 %	142 799,10
dont :					
développement du territoire		134 157,14	160 912,98	119,94 %	
pépinière Chateaubriand et location immobilière	253 450,00	253 450,00	339 964,34	134,13 %	
participations de l'Etat et de l'Europe		246 000,00	92 105,58	37,44 %	142 799,10
Action foncière	9 967 528,00	16 471 675,39	17 197 089,43	104,40 %	0,00
dont :					
location des immeubles	3 400 000,00	3 200 000,00	3 834 098,66	119,82 %	
contrat de forage - carrière de Courzieu	52 528,00	52 528,00	33 089,28	62,99 %	
rémunération concours apporté à la ville de Lyon	45 000,00	45 000,00	49 032,83	108,96 %	
dégrèvements de taxes foncières	170 000,00	170 000,00	208 686,02	122,76 %	
produit des cessions d'immobilisations	6 300 000,00	3 561 831,69	3 463 119,60	97,23 %	
régularisations par voie d'échange du transfert de compétence des parcs de stationnement de la ville de Lyon à la Communauté urbaine (décision CRC 1999)		8 244 499,95	8 244 499,95	100,00 %	
immobilisations acquises par voie d'échange		1 196 718,23	1 196 718,23	100,00 %	
immobilisations cédées par échange		1 097,52	1 097,52	100,00 %	
total recettes réelles	969 482 482,00	1 009 340 095,99	1 014 527 338,61	100,51 %	4 932 870,73

mouvements d'ordre	74 451 309,00	77 259 264,03	77 056 418,15	99,74 %	0,00
contre-passation des ICNE	17 465 675,00	17 465 675,00	17 465 675,00	100,00 %	
charges à étaler et amortissements	54 736 329,00	55 850 782,88	55 835 212,21	99,97 %	
cessions foncières moins valeur	1 600 000,00	1 353 128,19	1 165 852,98	86,16 %	
cessions foncières en annuités		1 940 372,96	1 940 372,96	100,00 %	
reprise sur provisions réglementées	649 305,00	649 305,00	649 305,00	100,00 %	
autres produits exceptionnels					
total recettes	1 043 933 791,00	1 086 599 360,02	1 091 583 756,76	100,46 %	4 932 870,73

b) - Dépenses

Les dépenses totales de fonctionnement sont arrêtées à 944,238 M€, elles étaient de 910,232 M€ en 2003.

Les dépenses réelles atteignent 855,961 M€ contre 789,616 M€ en 2003, soit une augmentation de 66,346 M€ (+ 8,4 %). Cette évolution tient compte des attributions de compensation versées aux Communes dans le cadre de la mise en œuvre de la taxe professionnelle unique, qui représentent une dépense de 202,778 M€. (201,109 M€ en 2003).

Le montant des reports sur l'exercice 2005 est de 32,410 M€, il était de 40,183 M€ en 2003.

Les principaux postes de dépenses de fonctionnement sont les subventions et fonds de concours avec 246,080 M€, les charges à caractère général avec 183,670 M€, les charges de personnel avec 149,924 M€.

Les contributions obligatoires ont été versées à hauteur de 147,066 M€. Le premier bénéficiaire en est le Sytral avec la somme de 110,680 M€ (108,936 M€ en 2003). Le service départemental d'incendie et de secours reçoit une contribution de 25,097 M€ (23,575 M€ en 2003). Le budget principal assure également le financement du recueil et du traitement des eaux pluviales. Ces prestations sont comptabilisées dans le budget de l'assainissement qui perçoit du budget principal, une contribution annuelle proportionnelle aux coûts d'exploitation. En 2004, cette contribution s'élevait à 11,273 M€ (16,261 M€ en 2003).

Les subventions versées à des organismes publics ou privés en soutien à des investissements s'élèvent à 70,516 M€ (53,795 M€ en 2003), celles versées au titre du fonctionnement des organismes aidés sont de 28,498 M€ (25,149 M€ en 2003).

Le département du Rhône, qui a cofinancé la construction et le rachat du tronçon nord du périphérique, reçoit chaque année la moitié des recettes de péage après déduction des charges d'exploitation, en 2004 cela représente 7,035 M€.

Des organismes extérieurs participant à la mise en œuvre des politiques publiques bénéficient également de fonds de la Communauté urbaine ainsi, en 2004, l'Agence d'urbanisme a reçu 4,377 M€ (4,297 M€ en 2003), les organismes communautaires de logements HLM ont reçu 6 M€ (5 M€ en 2003) et le soutien à la politique de l'habitat a été de 5,332 M€ (5 M€ en 2003).

Des subventions sont versées aux aménageurs pour équilibrer les bilans des ZAC. La somme de 30,327 M€ a été mandatée au titre des participations aux déficits, notamment pour la ZAC du Quartier de l'Industrie à Lyon 9° (8,756 M€), pour la ZAC des Pierres Blanches à Mions (1,861 M€), la ZAC du Centre à Irigny (3,895 M€), la ZAC du Centre-Ville à Vaulx en Velin (2,496 M€), la ZAC Mozart à Saint Priest (2,828 M€), la ZAC Narcisse Bertholley à Oullins (3,065 M€). Les mandaterments de 2003 s'élevaient à 24,011 M€.

La SEM Lyon-Confluence a reçu une somme de 2,287 M€, le Réseau ferré de France a encaissé le deuxième versement de 3,008 M€ pour la déviation des voies de chemin de fer dans le quartier du Confluent.

A la fin de l'exercice 2004, les restes à réaliser de subventions représentent 7,441 M€, ils étaient de 11,9 M€ à la fin de 2003.

Le reversement aux Communes des attributions de compensation est comptabilisé en M14 comme une réduction de recettes au chapitre 014 : atténuation de produits. Ce sont 202,779 M€ qui ont été reversés aux Communes (201,1 M€ en 2003). La dotation de solidarité est aussi enregistrée en atténuation de produits. En 2004, elle a été versée à hauteur de 10,444 M€ en application du mode de calcul délibéré le 16 décembre 2002, elle avait représenté 13,391 M€ en 2003. Les montants de 2003 et 2004 ont été confirmés par la délibération en date du 14 juin 2004.

Les dépenses à caractère général, chapitre 011 de la M14 ont été mandatées à hauteur de 183,670 M€ (160,037 M€ en 2003), ce qui ramène leur montant au niveau de celui de l'exercice 2002. Les restes à réaliser, reportés sur 2005, sont de 24,065 M€ à comparer à 26,737 M€ à la fin de l'exercice 2003.

Les dépenses de propreté et de traitement des ordures ménagères sont de 82,894 M€ (71,655 M€ en 2003), soit 87,8 % de la prévision. Les dépenses de nettoyage ont représenté au total 27,601 M€ (25,053 M€ en 2003), tandis que les dépenses consacrées au traitement et à la collecte des ordures ménagères atteignaient 53,833 M€ (45,365 M€ en 2003). Le reste à réaliser, reporté sur l'exercice 2005, est de 11,119 M€ (13,274 M€ en 2004).

L'entretien de la voirie, des trottoirs, des ouvrages d'art et des arbres d'alignement a consommé 53,419 M€, c'est-à-dire 93,6 % de la prévision et 3,857 M€ de plus qu'en 2003 (49,562 M€). La réfection des tranchées effectuées sur la chaussée par EDF-GDF ou des opérateurs de télécommunications à hauteur de 6,335 M€, (5,496 M€ en 2003) fait l'objet d'un paiement par ceux-ci enregistré en recettes de fonctionnement à hauteur de 6,169 M€.

L'exploitation du tronçon nord du périphérique, confiée à la société Eperly a coûté 10,261 M€ en 2004.

L'ensemble des prestations informatiques et de télécommunication a été financé à hauteur de 5,403 M€ (4,530 M€ en 2003).

13,758 M€ ont été consacrés à l'entretien des bâtiments communautaires et aux dépenses de logistique (10,566 M€ en 2003).

Les dépenses d'achat de vêtements du travail (0,913 M€) progressent de 32 %. Cette augmentation résulte des renvois des vêtements réceptionnés en 2003, en raison de leur mauvaise qualité. Ceci a engendré des factures supplémentaires à régler en 2004.

Les fournitures administratives (0,428 M€) subissent une hausse de 47 %, malgré la gestion centralisée. A partir de 2005, chaque centre de responsabilité doit prendre en compte ces dépenses dans le cadre de son enveloppe budgétaire. La même logique est appliquée aux dépenses d'affranchissement (0,455 M€) qui augmentent de 31 % entre 2003 et 2004. Les frais d'impression ont représenté 0,799 M€, soit + 32,7 %. Ces augmentations s'expliquent notamment, par le grand nombre de duplication des dossiers de consultations des entreprises et les frais engendrés par la mise en œuvre de la nouvelle charte graphique.

Les frais de fonctionnement de l'hôtel de Communauté se sont élevés à 1,640 M€ (+ 28 %).

Les dépenses de personnel, enregistrées au chapitre 012 de la M14, s'élèvent à 149,924 M€ (140,979 M€ en 2003). Le chapitre 012 intègre une évolution de la nomenclature comptable intervenue au mois d'avril 2003. Le compte 648 800 (autres dépenses de personnel) comprend depuis cette date les frais d'acquisition des tickets restaurant attribués au personnel qui faisaient partie jusqu'alors du compte 618 800 du chapitre 011 (autres frais divers). Pour une analyse plus juste, il convient d'ajouter sur l'exercice 2003 le prix des tickets restaurant acquis au premier trimestre pour 0,780 M€, soit un total de 141,759 M€. L'évolution réelle est donc de 5,76 %.

L'augmentation de ce poste à hauteur de 8,165 M€, après correction du périmètre à comparer, provient essentiellement :

- des effets en année pleine de tous les recrutements issus de la mise en œuvre des accords sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (85 postes), des recrutements liés aux projets de services notamment celui de la propreté, de la réduction des délais de vacance des postes par l'accélération des remplacements, de la revalorisation du point d'indice de 1 % en 2004 (0,5 % au 1er janvier et 0,5 % au 1er novembre) et de la revalorisation de certains régimes indemnitaires, pour un montant total de 6,154 M€, sachant que l'effectif moyen payé évolue de 3 782 agents en 2003 à 3 888 en 2004 (+ 106 agents payés),

- des autres charges de personnel (+ 0,932 M€) correspondant principalement au poste des tickets restaurant. La valeur faciale a augmenté de 1 € par chèque au 1er janvier 2004, passant de 5,50 € à 6,50 €. Le nombre de tickets distribués est passé de 545 150 en 2003 à 563 487 en 2004, compte tenu de l'augmentation des effectifs bénéficiaires et de la diminution du taux d'absentéisme de plus de 1 % entre 2003 et 2004,

- de l'évolution du personnel intérimaire (+ 0,468 M€),

- de l'augmentation des charges patronales comme la CNRACL (+ 0,4 %, soit + 0,275 M€ en 2004) et la nouvelle contribution solidarité en application depuis juillet 2004 (0,104 M€).

La masse salariale s'élève à 145,744 M€ contre 138,572 M€ en 2003 (soit +5,18 %). Son périmètre diffère du chapitre 012 essentiellement par l'exclusion des dépenses relatives au personnel intérimaire, à l'insertion et aux tickets restaurant, et par l'intégration de certaines dépenses comme les frais de personnel des groupes politiques d'élus et la participation versée aux mutuelles.

Les actions du schéma de développement économique sont détaillées dans le tableau ci-dessous. Ce sont 8,780 M€ qui ont été dépensés sur une prévision de 15,323 M€, soit un taux de réalisation de 57,3 %. 6,426 M€ ont été versés sous forme de subventions à différents organismes sur une prévision de 11,149 M€. Les reports des restes à réaliser sur l'exercice 2005 s'élèvent à 4,722 M€.

La Communauté urbaine a continué à bénéficier en 2004 de sa gestion active de la dette, avec des remboursements anticipés et des refinancements à moindre coût grâce au niveau bas des taux d'intérêts. Les intérêts de la dette payés en 2004 sont ainsi inférieurs de 13,54 % à ceux de 2003 (33,401 M€ contre 38,634 M€).

Les intérêts de la ligne de trésorerie subissent, quant à eux, une forte augmentation, passant de 0,043 M€ à 0,483 M€. Cette hausse est liée à la fin des conditions bonifiées proposées par les banques (disparition des marges nulles et des décalages de date de valeur notamment), consécutifs à la modification des circuits du Trésor et la fin de l'application du crédit immédiat.

Avec 88,277 M€, le montant des mouvements d'ordre régresse de 26,81 % en raison d'une forte diminution du montant des cessions à titre gratuit (41,534 M€ en 2003 pour 1,579 M€ en 2004). Les mouvements d'ordre comprennent l'amortissement des biens meubles et immeubles pour 14,376 M€, les dotations pour charges à étaler pour 35,825 M€, les écritures liées aux cessions foncières pour 19,347 M€, les intérêts courus non échus pour 16,469 M€. Le montant inscrit au budget primitif 2004 pour le virement à la section d'investissement était initialement de 115,1 M€. Cette prévision a été portée au cours de l'exercice 2004 à 117,79 M€ mais n'est pas mandatée : c'est le résultat issu de l'exercice précédent qui fait l'objet d'une affectation de 84,311 M€ pour combler le déficit d'investissement, par une écriture d'ordre non budgétaire.

Un détail des dépenses de fonctionnement par direction et par nature, figure ci-dessous dans le tableau n° 4.

Compte administratif 2004 - budget principal - dépenses de fonctionnement (en €) - tableau n° 3

Directions	Budget primitif 2004	Prévu 2004	Réalisé 2004	Taux de réalisation en %	Reports
Cabinet du Président	540 225,00	1 403 684,16	1 380 572,97	98,35 %	16 637,43
dont versement ville de Lyon pour les biennales		1 018 700,00	1 018 700,00	100,00 %	
Communication	6 251 320,00	7 806 828,58	7 369 830,65	94,40 %	435 199,77
dont :					
location matériel	100 000,00	222 259,26	222 259,26	100,00 %	
documentation	90 000,00	18 491,73	18 491,73	100,00 %	
honoraires	100 000,00	208 079,60	208 079,60	100,00 %	
annonces et insertions	2 323 320,00	3 327 578,80	3 131 948,87	94,12 %	195 629,93
foires et expositions	745 000,00	903 461,95	813 062,30	89,99 %	90 399,65
publications	514 000,00	1 235 505,09	1 204 202,34	97,47 %	31 302,75
frais d'impression	214 000,00	641 917,80	562 133,42	87,57 %	79 784,38
relations publiques	1 765 000,00	878 797,85	856 201,19	97,43 %	22 596,66
frais de réceptions	400 000,00	257 575,33	240 742,63	93,46 %	15 392,89
intérêts moratoires					93,51

DPSA	1 743 159,00	2 899 247,28	2 193 317,27	75,65%	310 330,84
dont :					
prospective et stratégie	1 000 000,00	518 110,60	371 883,34	71,78%	108 157,15
réseau des villes	73 159,00	73 159,00	3 448,00	4,71%	239,93
mission internationale	350 000,00	356 123,54	336 975,08	94,62%	25 201,79
coopération décentralisée		130 000,00	102 788,16	79,07 %	
projet européen		140 860,29	40 895,52	29,03 %	
Proact-Asia urbs					
projet européen Interact	30 000,00	663 969,37	557 189,74	83,92 %	49 436,85
concertation avec les citoyens	120 000,00	30 000,00		0,00 %	
concertation institutionnelle		6 829,65	6 319,39	92,53 %	
concertation ingénierie		46 152,31	45 644,74	98,90 %	
concertation/conseil		18 866,31	16 129,82	85,50 %	
développement					
espace des temps	100 000,00	124 092,75	61 333,47	49,43 %	24 014,97
agenda 21	70 000,00	154 046,76	131 951,09	85,66 %	21 276,84
millénaire 3		227 154,19	176 752,10	77,81 %	39 114,54
agenda métropolitain		247 223,00	195 853,61	79,22 %	27 690,00
agenda santé		61 463,54	61 391,53	99,88 %	
jours "Prospective"		13 842,93	13 842,93	100,00 %	
systèmes d'information		77 561,28	62 354,03	80,39 %	15 198,77
Direction générale	10 470 000,00	10 532 655,23	8 562 294,55	81,29 %	1 900 000,00
dont :					
coordination territoriale	20 000,00				
pôle agro alimentaire de Corbas	50 000,00	132 655,23	62 294,55	46,96 %	
Eurexpo	8 000 000,00	8 000 000,00	8 000 000,00	100,00 %	
aéroport Saint Exupéry	2 400 000,00	2 400 000,00	500 000,00	20,83 %	1 900 000,00
Délégation générale aux ressources	130 000,00	307 927,08	172 982,20	56,18 %	67 840,99
dont :					
modernisation de l'intercommunalité, centres de responsabilité et processus	100 000,00	140 400,88	75 311,03	53,64 %	25 588,00
cartographie des processus	30 000,00	80 273,20	53 419,17	66,55 %	
projet écoute active		42 253,00		0,00 %	42 252,99
		45 000,00	44 252,00	98,34 %	
Mission d'audit et gestions externes	157 839 094,00	159 555 392,92	157 303 336,64	98,59 %	316 751,10
* audit interne	50 000,00	115 346,00	115 342,24	100,00 %	316 751,10
* gestions externes	157 789 094,00	159 440 046,92	157 187 994,40	98,59 %	
dont :					
associations du personnel (Ascul, Arlyco, Amitiés communautaires, Ufasec, Gourguillonaise)	262 077,00	262 077,00	228 058,00	87,02 %	34 093,00
SDIS	23 999 060,00	25 096 546,00	25 096 546,00	100,00 %	
office du tourisme et bureau des congrès	1 032 706,00	1 182 706,00	1 032 706,00	87,32 %	150 000,00
Coparly	264 400,00	234 400,00	234 400,00	100,00 %	
Maison rhodanienne de l'environnement	183 000,00	200 000,00	200 000,00	100,00 %	
adhésions et cotisations	322 128,00	332 711,00	297 226,07	89,33 %	25 318,00

études	90 000,00	113 820,56	71 652,36	62,95 %	42 168,10
redevances parcs de stationnement sur domaine VNF	933 487,00	955 577,00	945 502,13	98,95 %	10 000,00
plan hospitalier HCL	3 660 000,00	2 559 745,90	2 523 731,00	98,59 %	
contrat de plan	1 381 187,00	1 669 500,00	0,00	0,00 %	
Acouicité et Agence locale de l'énergie	280 000,00	280 000,00	280 000,00	100,00 %	
offices HLM et Opac	5 500 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00	100,00 %	
remboursement emprunt Démocratie Symalim	189 154,00	189 154,00	189 153,80	100,00 %	
Smiril	1 170 000,00	1 190 453,00	1 190 450,00	100,00 %	
comité social	245 000,00	298 112,00	297 824,00	99,90 %	
Sytral	964 184,00	964 184,00	964 184,00	100,00 %	
Agence d'urbanisme RUL (Région urbaine de Lyon)	110 896 848,00	110 896 848,00	110 680 000,00	99,80 %	
Aderly	4 000 000,00	4 377 000,00	4 377 000,00	100,00 %	
syndicat des Monts d'Or	110 344,00	175 516,00	120 344,00	68,57 %	55 172,00
Sépal	1 518 271,00	1 518 271,00	1 518 271,00	100,00 %	
	150 000,00	150 000,00	150 000,00	100,00 %	
	500 000,00	546 710,00	546 710,00	100,00 %	
Délégation générale aux ressources	3 235 519,00	3 397 597,83	3 115 922,46	91,71 %	50 779,92
dont :					
délégation parisienne	279 758,00	313 157,48	283 265,45	90,45 %	4 757,42
assemblée communautaire	2 955 761,00	3 084 440,35	2 832 657,01	91,84 %	46 022,50
Direction affaires juridiques et commande publique	3 630 960,00	3 547 328,05	3 019 300,11	85,11 %	161 440,49
dont :					
assurances	2 606 960,00	2 335 354,77	2 231 755,74	95,56 %	407,58
frais d'actes et de contentieux	410 000,00	414 784,00	350 753,88	84,56 %	5 896,28
avocats conseil	480 000,00	519 085,79	388 629,96	74,87 %	
annonces légales	4 000,00	156 449,02	2 017,01	1,29 %	152 449,02
 Systèmes d'information et de télécommunication	5 489 000,00	6 401 818,13	5 402 591,77	84,39 %	790 349,59
dont :					741 187,56
frais de télécommunications	1 100 000,00	989 110,35	736 736,26	74,48 %	110 809,46
prestations informatiques	3 004 000,00	3 838 023,45	3 303 439,35	86,07 %	514 366,68
contrats de maintenance du matériel	1 095 000,00	1 211 781,08	1 095 647,98	90,42 %	116 011,42
Ressources humaines	154 908 034,00	155 583 334,84	152 303 397,80	97,89 %	728 189,00
dont :					
masse salariale	147 839 544,00	147 862 623,82	145 743 815,28	98,57 %	62 488,70
formations hors CNFPT	1 345 100,00	1 426 752,96	1 086 105,94	76,12 %	237 256,24
autres déplacements, frais de mission	269 250,00	322 677,89	280 736,57	87,00 %	23 821,76
colloques et séminaires	20 350,00	36 157,00	21 441,82	59,30 %	6 403,65
frais de représentation	102 910,00	135 870,81	101 699,96	74,85 %	4 731,60
contrats emploi-solidarité, contrats d'apprentissage et emplois ville	747 626,00	791 690,24	585 691,18	73,98 %	4 674,10
frais de recrutement	300 000,00	300 187,98	228 671,04	76,18 %	14 621,70
communication interne	91 224,00	122 797,41	108 893,38	88,68 %	
conditions de travail et médecine du travail	65 099,00	87 101,54	34 842,75	40,00 %	25 015,76
accidents du travail	112 757,00	123 904,77	107 048,61	86,40 %	4 294,03
affaires sociales (dont tickets restaurants)	3 855 650,00	4 216 010,94	3 869 235,32	91,77 %	344 881,46

Finances	281 446 529,00	301 449 474,09	286 739 583,47	95,12 %	603 703,00
dont :					
contribution eaux pluviales	15 297 500,00	14 247 163,00	11 272 716,01	79,12 %	
dotation de solidarité	12 800 000,00	12 800 000,00	10 444 080,00	81,59 %	
attributions de compensation versées (TPU)	207 300 000,00	207 300 000,00	202 778 515,71	97,82 %	
intérêts de la dette LT	41 809 307,00	36 178 080,99	33 401 361,90	92,32 %	
ligne de trésorerie	1 440 000,00	1 440 000,00	482 875,34	33,53 %	500 000,00
sûreté budgétaire	151 574,00	3 691,11	0,00	0,00 %	
débet du trésorier		22 255 306,77	22 254 806,77	100,00 %	
subvention d'équilibre au budget du restaurant	1 494 637,00	1 594 637,00	1 400 730,00	87,84 %	
impôts indirects (TVA sur recettes assujetties)	950 000,00	950 000,00	846 297,00	89,08 %	103 703,00
Logistique et bâtiments	14 158 568,00	16 827 169,79	13 758 207,19	81,76 %	2 378 220,06
dont :					
fournitures administratives	503 600,00	542 172,77	427 741,18	78,89 %	52 124,04
frais d'affranchissement	404 211,00	505 061,80	455 480,87	90,18 %	26 017,69
fournitures petit matériel et équipement	465 940,00	571 203,08	433 775,99	75,94 %	63 232,65
location de matériel	356 762,00	361 529,33	182 062,48	50,36 %	114 759,63
documentation	166 300,00	190 362,39	154 756,96	81,30 %	13 799,06
épicerie et vêtements du travail	1 050 000,00	1 172 570,93	913 525,42	77,91 %	226 443,39
ateliers de Vaulx en Velin	503 000,00	613 159,97	522 395,74	85,20 %	85 265,53
reprographie et frais d'impression	795 640,00	1 004 057,29	798 579,63	79,54 %	119 471,71
cimetières communautaires	284 500,00	310 258,31	240 635,61	77,56 %	16 926,81
centre d'échanges Lyon-Perrache	2 889 195,00	3 445 196,24	2 904 591,58	84,31 %	526 901,02
entretien des bâtiments	902 700,00	1 656 915,51	1 391 266,52	83,97 %	67 897,20
entretien des terrains	327 700,00	448 358,75	353 542,63	78,85 %	75 187,64
gardiennage - nettoyage des locaux	1 038 900,00	1 225 232,37	1 025 272,60	83,68 %	53 036,66
entretien hôtel de Communauté	1 644 000,00	1 786 012,97	1 639 793,02	91,81 %	117 061,59
eau gaz électricité combustibles du domaine affecté	1 676 550,00	1 853 688,11	1 560 985,18	91,81 %	333 585,93
Eau	650 800,00	951 367,49	801 301,30	84,23 %	130 567,16
Propreté	83 597 121,00	94 413 908,29	82 893 878,14	87,80 %	11 118 750,62
dont :					
usine d'incinération Lyon-sud	4 915 146,00	6 488 088,31	5 777 154,07	89,04 %	571 409,84
usine d'incinération Lyon-nord	13 236 400,00	14 264 901,01	13 279 245,91	93,09 %	985 655,10
délestage des ordures ménagères usine nord	1 692 899,00	610 892,23	610 891,34	100,00 %	
exploitation des centres de tri	6 286 221,00	7 628 610,59	6 709 890,81	87,96 %	918 718,86
autre collecte sélective	542 685,00	1 105 903,98	1 042 788,82	94,29 %	62 458,66
exploitation des déchetteries	8 235 300,00	9 099 066,25	7 546 763,83	82,94 %	1 512 815,73
exploitation des centres d'enfouissement	1 466 250,00	1 804 843,95	1 625 026,69	90,04 %	179 817,26
enlèvement des ordures ménagères (entreprises)	14 359 143,00	15 451 376,73	14 232 517,28	92,11 %	1 218 843,64
personnel intérimaire	1 107 000,00	1 537 265,32	1 083 565,98	70,49 %	379 623,77
location de matériel	510 406,00	667 857,88	448 528,64	67,16 %	35 816,44
fournitures et petits équipements	768 714,00	787 769,57	599 102,01	76,05 %	177 149,89
entretien bouches de lavage	770 351,00	843 762,35	809 588,94	95,95 %	34 164,30
eau	784 481,00	1 186 527,34	791 981,72	66,75 %	394 545,62
nettoyement des voiries et marchés forains	5 904 933,00	6 301 861,03	5 556 740,31	88,18 %	744 035,48

déneigement des voiries	1 681 318,00	3 031 902,27	2 449 910,47	80,80 %	581 238,45
nettoyement des bas -ports et trémies	387 305,00	435 065,87	345 869,32	79,50 %	86 329,18
lavage des trottoirs	4 637 546,00	5 492 072,56	4 703 454,09	85,64 %	778 730,28
véhicules d'intervention rapide	3 042 460,00	3 775 057,08	3 259 807,32	86,35 %	514 736,04
désherbage et fauchage	1 855 895,00	2 089 762,62	1 716 525,81	82,14 %	372 926,73
nettoyage exceptionnel	1 110 817,00	1 104 854,35	858 764,24	77,73 %	245 322,18
vidage des corbeilles	2 680 016,00	2 957 177,17	2 610 918,86	88,29 %	338 525,59
gestion du parc automobile	5 045 249,00	5 687 202,09	5 093 703,55	89,56 %	536 944,59
Voirie	53 830 500,00	57 049 612,22	53 418 642,80	93,64 %	3 109 423,44
dont :					
études	380 000,00	357 266,82	343 065,93	96,03 %	13 624,23
fournitures de voirie	2 750 000,00	2 961 997,46	2 879 477,35	97,21 %	81 366,36
contrats de maintenance du matériel	220 000,00	30 428,67	28 613,62	94,04 %	1 815,05
travaux d'entretien de la voirie	7 900 000,00	7 966 468,54	7 617 311,08	95,62 %	344 356,65
travaux d'entretien des trottoirs	5 171 365,00	5 236 346,40	5 060 791,79	96,65 %	169 491,27
entretien des arbres	2 700 000,00	3 290 743,46	3 207 583,82	97,47 %	83 146,69
travaux d'entretien des ouvrages d'art	1 485 050,00	2 006 030,95	1 820 595,67	90,76 %	185 673,16
signalisation lumineuse	4 400 000,00	5 602 113,72	5 433 583,25	96,99 %	106 121,58
nettoyage mobilier urbain	525 000,00	55 370,68	55 370,68	100,00 %	0,00
entretien des véhicules	377 900,00	371 497,00	368 676,14	99,24 %	2 820,85
réfection des tranchées	7 500 000,00	7 640 988,75	6 334 930,90	82,91 %	1 084 085,01
exploitation du TNP	9 990 000,00	10 550 911,44	10 261 264,35	97,25 %	289 646,97
versement des recettes de péages du TNP au département du Rhône	7 800 000,00	7 741 169,38	7 035 373,28	90,88 %	705 796,10
contrat de plan volet routier Coraly	1 088 149,00	1 199 974,62	1 195 974,62	99,67 %	0,00
programme mixte de voirie	45 000,00	38 651,00	38 651,00	100,00 %	0,00
réseau mutualisé de télécommunication	39 000,00	16 967,00	16 967,00	100,00 %	0,00
	247 000,00	266 626,73	121 314,80	45,50 %	0,00
Grands projets	3 635 135,00	3 743 384,04	3 149 693,08	84,14 %	24 352,92
dont :					
subvention Sytral - extension du tramway à Saint-Priest	2 207 462,00	2 207 462,00	2 207 461,76	100,00 %	
Développement urbain	53 752 802,00	66 440 618,56	55 621 506,45	83,72 %	5 088 545,01
dont :					
mission habitat	9 305 502,00	9 803 572,65	6 737 440,82	68,72 %	528 531,01
DSU	7 552 559,00	9 709 100,67	6 098 099,10	62,81 %	1 811 871,85
urbanisme appliqué	211 000,00	219 945,76	112 348,66	51,08 %	25 358,09
mission écologie	2 350 160,00	3 049 546,66	1 598 417,89	52,41 %	1 333 326,92
espaces publics	295 300,00	482 746,73	456 697,52	94,60 %	25 325,30
déplacements urbains	2 517 416,00	3 170 453,72	2 610 720,30	82,35 %	379 401,38
dont : parcs de stationnement (Villeurbanne, Gros Caillou, Fosse aux Ours)		1 816 394,14	1 816 394,14		0,00
urbanisme territorial	970 000,00	1 406 283,03	791 630,84	56,29 %	607 000,79
mission Gerland	170 000,00	453 897,68	354 020,68	78,00 %	64 373,71
mission Part-Dieu	112 000,00	112 000,00	86 535,24	77,26 %	0,00
mission pentes Croix-Rousse	444 500,00	536 438,50	359 351,18	66,99 %	174 262,88
mission Vaise	176 476,00	339 259,19	231 441,60	68,22 %	75 174,42
mission Porte des Alpes	203 600,00	277 178,21	149 674,76	54,00 %	77 948,76
mission territoriale Techlid	417 000,00	533 109,11	472 483,96	88,63 %	59 461,60
mission Lyon 8°	100 000,00	154 759,18	136 707,58	88,34 %	12 332,96
pôle de loisirs Carré de Soie	330 000,00	755 975,37	405 382,80	53,62 %	311 643,05

RFF Lyon Confluence mission tramway : achèvement lignes T1 et T2	3 008 075,00	3 008 075,00	3 008 075,00	100,00 %	0,00 0,00
déficits de ZAC	24 097 377,00	30 496 406,34	30 326 573,52	99,44 %	
dont :					
Lyon confluence		2 286 752,00	2 286 752,00	100,0 0%	
Saint-Priest Long de Feuilley	774 320,00	911 645,02	911 645,02	100,00 %	
Lyon 9° quartier de l'industrie	6 725 108,00	8 757 473,00	8 756 277,00	99,99 %	
Irigny centre		3 895 372,00	3 895 372,00	100,00 %	
Mions Zac Pesselière		996 428,26	996 428,26	100,0 0%	
Mions centre		911 645,13	911 645,13	100,00 %	
Saint Priest Zac Mozart		2 828 470,63	2 828 470,63	100,00 %	
Pierre Bénite Zac du Centre-Ville		1 317 626,02	1 317 626,02	100,00 %	
Vaulx en Velin		2 496 364,15	2 496 364,15	100,00 %	
Zac du Centre-Ville					
Oullins secteur		3 064 961,10	3 064 961,10	100,00 %	
Narcisse Bertholley					
Carluire et Cuire		1 000 000,00	1 000 000,00	100,00 %	
Zac de Saint Clair					
Saint Priest PAE Mi-Plaine		894 848,00	894 848,00	100,00 %	
Mions Zac des Pierres blanches		1 861 032,21	1 861 032,21	100,00 %	
autre urbanisme opérationnel	1 341 837,00	1 870 487,08	1 659 018,38	88,69 %	
Affaires économiques et internationales	11 105 620,00	15 322 813,97	8 780 404,20	57,30 %	4 722 115,64
dont :	9 336 578,00	13 203 315,47	8 379 712,91		4 524 980,74
filières numériques		165 465,34	165 465,34	100,00 %	0,00
forum mondial sciences de vie Biovision	465 000,00	558 000,00	465 000,00	83,33 %	93 000,00
filières sciences de la vie	460 000,00	292 188,38	101 461,51	34,72 %	146 354,52
filières industrielles et tertiaires et autres filières	100 000,00	353 932,35	168 748,34	47,68 %	175 214,00
implantation et délocalisation développement du territoire	762 245,00	762 245,00	762 245,00	100,00 %	0,00 0,00
Pic Equal Pacerel	333 891,00	579 733,90	171 026,90	29,50 %	408 707,00
projet européen					
animation économique		31 253,01	31 253,01	100,00 %	0,00
Lyon implantation antenne	182 137,00	188 067,76	166 816,19	88,70 %	3 480,31
organisation mondiale santé immobilier dédié - accueil aux jeunes entreprises		325 869,26	325 869,26	100,00 %	0,00
pépinière Bio-Chateaubriand	606 150,00	799 934,52	755 069,32	94,39 %	0,00
Novacité pépinière Tony Garnier		1 372 041,20		0,00 %	1 372 041,20
actions économiques transversales	105 000,00	137 550,16	49 706,50	36,14 %	42 417,24
schéma de développement économique :					
développer l'entrepreneuriat	1 104 703,00	1 095 920,06	657 548,27	60,00 %	357 258,40
animer les réseaux	272 000,00	291 968,05	182 764,66	62,60 %	59 648,88
animer les sites technopolitains	265 000,00	161 692,00	137 000,00	84,73 %	23 000,00
développer l'innovation - démarche technopolitaine	273 000,00	278 795,82	32 655,12	11,71 %	219 746,16
urbanisme commercial	496 452,00	464 659,62	68 412,06	14,72 %	299 251,78
mode création	517 000,00	769 840,00	440 400,00	57,21 %	283 440,00
promotion et attractivité	370 000,00	424 359,15	375 469,54	88,48 %	48 889,60
diffuser les TIC	330 000,00	313 000,00	248 000,00	79,23 %	62 000,00
école vétérinaire de Lyon		329 326,00	329 326,00	100,00 %	280 474,00
actions de développement de l'agglomération	574 000,00	156 000,00	124 800,00	80,00 %	31 200,00
schéma de développement économique (numérique)	505 000,00	666 757,33	447 961,20	67,19 %	161 372,00

cancéropole	775 000,00	518 803,00	251 000,00	48,38 %	267 803,00
animer les contrats territoriaux	565 000,00	709 741,42	603 143,96	84,98 %	79 444,96
pôle santé la Buire		800 000,00	800 000,00	100,00 %	0,00
portail économique	275 000,00	273 649,33	163 411,64	59,72 %	110 237,69
Action foncière	8 849 130,00	10 813 713,28	9 974 303,38	92,24 %	456 903,84
dont :					
loyers des immeubles du domaine privé	670 000,00	791 191,09	763 178,69	96,46 %	
charges des immeubles du domaine privé	160 000,00	193 303,54	189 804,20	98,19 %	
loyers et charges des terrains	180 000,00	176 381,77	175 684,92	99,60 %	
charges de copropriétés	700 000,00	1 160 157,30	1 152 911,88	99,38 %	
entretien des terrains	457 000,00	773 475,19	733 908,53	94,88 %	39 194,35
entretien et réparation des bâtiments	600 000,00	657 872,67	613 718,15	93,29 %	40 711,37
études et recherches	300 000,00	263 137,08	200 516,27	76,20 %	62 224,96
rémunérations Safer, Otif et régisseurs d'immeubles	147 000,00	120 305,76	120 305,76	100,00 %	
frais de gardiennage	180 000,00	43 267,85	42 974,55	99,32 %	
frais de nettoyage des locaux	80 000,00	71 958,85	63 356,07	88,04 %	8 454,69
taxes foncières	2 094 146,00	2 542 760,40	2 498 727,40	98,27 %	
taxe sur les logements vacants	60 000,00	17 199,00	17 199,00	100,00 %	
versement de la quote-part du loyer Euronews	221 334,00	221 858,26	221 858,26	100,00 %	
indemnités d'éviction	1 003 000,00	1 130 258,86	918 759,28	81,29 %	
domaine privé démolitions	1 800 000,00	2 251 123,34	1 965 719,06	87,32 %	280 511,44
total mouvements réels - dépenses	855 263 516,00	918 447 875,83	855 961 066,43	93,20 %	32 410 100,82
mouvements d'ordre	188 670 275,00	206 394 287,95	88 277 492,98	42,77 %	
ICNE	16 468 533,00	16 468 533,00	16 468 533,00	100,00 %	
dotations charges à étaler	35 606 061,00	35 906 330,50	35 825 400,10	99,77 %	
dotations pour risques et charges	2 250 000,00	2 250 000,00	2 250 000,00	100,00 %	
dotations aux amortissements	13 945 681,00	14 450 517,84	14 375 901,59	99,48 %	
cessions foncières plus values	1 500 000,00	2 409 067,99	2 404 254,50	99,80 %	
cessions foncières	3 800 000,00	15 527 013,81	15 363 742,06	98,95 %	
sorties patrimoniales					
cessions foncières à titre gratuit		1 578 530,46	1 578 514,66	100,00 %	
virement à l'investissement	115 100 000,00	117 793 146,35		0,00 %	
titres annulés sur exercices antérieurs		11 148,00	11 147,07	99,99 %	
total budget	1 043 933 791,00	1 124 842 163,78	944 238 559,41	83,94 %	32 410 100,82

II - Section d'investissement

Le budget primitif 2004 a été autorisé pour un montant de 453,347 M€ en dépenses et en recettes. Les besoins opérationnels ont été estimés pour l'exercice à 210 M€ en charge nette, dont 261,512 M€ en dépenses et 51,512 M€ en recettes. Pour financer les investissements communautaires, le nouveau programme d'emprunts a été autorisé à 174 M€, dont 35 M€ de prêts à court terme ; le virement à la section d'investissement a été calculé à 115,10 M€.

A la fin de l'année, la prévision ouverte a atteint tous mouvements confondus, 470,047 M€ en dépenses et 562,298 M€ en recettes avec l'affectation de l'excédent de fonctionnement capitalisé 2003 pour 84,311 M€.

a) - Dépenses

Les mandatements s'élèvent à 441,607 M€, c'est à dire 93,95 % des crédits ouverts. Pour mémoire, ils représentaient 398,594 M€ en 2003, soit 89,84 % de la prévision (443,661 M€).

La part attribuée au périmètre de la programmation pluriannuelle constitue un investissement de 225,373 M€, soit un taux de consommation de la prévision de 89,72 % (251,191 M€) et de 86,18 % rapprochée de la prévision initiale de 261,512 M€ (220,715 M€ en 2003). Elle correspond à 51,04 % des dépenses 2004.

En fin d'année, pour être au plus près des consommations estimées du crédit de paiement 2004, la prévision opérationnelle réservée au financement des nouvelles opérations de la programmation pluriannuelle a été réduite de 18 M€. Simultanément, le programme d'emprunt long terme a été diminué pour la même somme.

Compte administratif 2004 - budget principal - section d'investissement - dépenses - en € - tableau n° 4

Directions/délégations/périmètres d'interventions	Budget primitif dépenses	Prévision de dépenses	Réalisation de dépenses	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
direction de l'information et de la communication	0,00	40 000,00	36 011,56	90,03 %	3 988,44
direction générale - missions territoriales	4 690 869,00	6 696 783,00	6 694 919,95	99,97 %	1 863,05
direction des grands projets	36 156 438,00	49 807 747,92	46 997 352,27	94,36 %	2 810 395,65
DGR - direction des finances	59 939 998,00	2 348 093,53	1 605 502,18	68,37 %	742 591,35
DGR - direction des systèmes d'information et de la communication	5 600 000,00	6 138 169,53	5 576 882,18	90,86 %	561 287,35
direction de la voirie	57 307 965,00	61 449 339,69	55 875 137,77	90,93 %	5 574 201,92
direction de la propreté	8 290 000,00	11 501 799,13	9 809 522,06	85,29 %	1 692 277,07
direction de l'eau	3 420 000,00	5 054 512,94	4 880 267,75	96,55 %	174 245,19
direction de la logistique et des bâtiments	6 666 283,00	8 891 904,95	7 711 643,47	86,73 %	1 180 261,48
DGDEI - pôle développement local	4 228 079,00	3 496 220,67	2 264 810,04	64,78 %	1 231 410,63
DGDEI - action foncière	15 066 125,00	40 508 046,74	38 585 944,89	95,26 %	1 922 101,85
DGDU	60 145 939,00	55 258 806,91	45 335 971,28	82,04 %	9 922 835,63
périmètre PPI - dépenses	261 511 696,00	251 191 425,01	225 373 965,40	89,72 %	25 817 459,61
opérations annuelles (hors périmètre PPI)	0,00	167 991,91	160 738,70	95,68 %	7 253,21
mouvements financiers - dépenses	191 835 762,00	218 688 062,60	216 072 306,65	98,80 %	2 615 755,95
total des dépenses d'investissement	453 347 458,00	470 047 479,52	441 607 010,75	93,95 %	28 440 468,77

En mouvements réels, le paiement des études, des acquisitions foncières, des travaux, des équipements communautaires (comptes 20, 21, 23) et des ouvrages réalisés pour le compte de tiers (chapitres 4581) constituent une charge stable de la section. Hors les avances de trésorerie pour les mandataires de la Communauté urbaine et les versements forfaitaires dans le cadre de marchés publics (4,297 M€), ces investissements représentent 209,92 M€. Pour ce même périmètre, 191,17 M€ avaient été dépensés en 2003, 177,08 € en 2002.

Les immobilisations financières des opérations de la programmation correspondent pour 5,128 M€, aux paiements fractionnés effectués pour l'acquisition des volumes de la salle 3000 et du parking de la cité internationale à Lyon 6°.

L'annulation de titres émis sur exercices antérieurs génère une dépense totale de 1,086 M€.

Les missions effectuées pour les opérations de la programmation peuvent conduire à réaliser des écritures pour ordre. Elles retracent en 2004, pour un total de 4,947 M€ :

- l'immobilisation des frais d'études lorsque les travaux sont engagés (0,124 M€) ; cette écriture est concomitante en recettes, pour un montant identique (compte 2 031),
- la clôture comptable de mandats confiés à la Communauté urbaine : la partie des fonds reçus par la Communauté urbaine, pour financer des travaux restés dans le patrimoine communautaire qui ont été réalisés simultanément aux ouvrages remis aux tiers, est identifiée pour 1,482 M€,
- la valeur des biens immobiliers reçus à titre gratuit, pour des opérations liées aux déplacements urbains (0,213 M€) à l'aménagement urbain (1,024 M€), ou dans le cadre des réserves foncières (0,060 M€),
- les créances relatives aux cessions foncières accordées en paiement échelonné (1,940 M€),
- le montant de la TVA à récupérer sur les travaux d'investissement exécutés dans les cimetières communautaires (0,104 M€). La contrepartie de cette écriture figure en recette d'investissement, pour le même montant.

La Communauté réalise des acquisitions foncières et pilote des opérations d'aménagement pour le compte des Communes ou d'autres établissements publics. Elle assure la gestion opérationnelle et financière de ces missions.

En mouvements réels, les dépenses pour le compte de tiers s'élèvent à 23,244 M€, c'est à dire 10,3 % des réalisations opérationnelles. Pour mémoire, ce poste représentait 35,93 M€ en 2003 et 27 M€ en 2002.

L'achat de foncier pour le compte des communes et des Opac a été limité à 10,739 M€ contre 24,061 M€ en 2003. Nonobstant cette activité, la réalisation d'équipements non communautaires génère un niveau de mandatement comparable à l'an dernier : 12,506 M€ contre 11,869 M€ en 2003. Les opérations du contrat de plan figurent de façon significative dans cette enveloppe : citons l'institut national de recherche pédagogique (INRP) à Lyon 7° (4,257 M€), l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques à Villeurbanne (1,645 M€), l'école d'infirmières Rockefeller à Lyon 8° (3,200 M€). 2,519 M€ sont également mobilisés pour la construction d'équipements dans les quartiers DSU.

En 2004, vingt-quatre mandats de travaux font l'objet d'une clôture comptable ; les écritures d'ordre éventuelles qui accompagnent ces opérations sont enregistrées en dépense et en recette d'investissement. Pour certaines réalisations, une dépense de fonctionnement peut être également constatée sur le compte subvention en nature, pour la part des travaux pris en charge par la Communauté urbaine et remis aux tiers bénéficiaires.

Compte administratif 2004 - budget principal - section d'investissement - dépenses de la programmation pluriannuelle - par direction - en € - tableau n° 5

Directions/délégations	Budget primitif dépenses	Prévision de dépenses	Réalisation de dépenses	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
Direction de l'information et de la communication	0,00	40 000,00	36 011,56	90,03 %	3 988,44
<i>mouvements réels (hors avances)</i>		<i>40 000,00</i>	<i>36 011,56</i>	<i>90,03 %</i>	<i>3 988,44</i>
dont immobilisations (chapitre 20)		40 000,00	36 011,56	90,03 %	3 988,44
Direction générale - Missions (INRP - ENS-plate-forme agroalimentaire)	4 690 869,00	6 696 783,00	6 694 919,95	99,97 %	1 863,05
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	<i>4 690 869,00</i>	<i>4 810 783,00</i>	<i>4 809 719,01</i>	<i>99,98 %</i>	<i>1 063,99</i>
dont immobilisations (chapitre 23)		484 684,00	484 682,95	100,00 %	1,05
dont mandats de travaux pour le compte de tiers - INRP		4 257 869,00	4 256 864,67	99,98 %	1 004,33
dont mandats de travaux pour le compte de tiers - ENS	4 690 869,00	68 230,00	68 171,39	99,91 %	58,61

<i>écritures d'avances - pôle agroalimentaire (mouvements réels)</i>		1 886 000,00	1 885 200,94	99,96 %	799,06
Direction des grands projets	36 156 438,00	49 807 747,92	46 997 352,27	94,36 %	2 810 395,65
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	34 500 450,00	48 990 124,96	46 578 680,52	95,08 %	2 411 444,44
dont immobilisations (chapitres 21, 23)	29 576 768,00	43 512 768,00	41 318 150,45	94,96 %	2 194 617,55
dont immobilisations financières (chapitre 16)	4 705 258,00	5 165 258,00	5 127 793,20	99,27 %	37 464,80
dont mandats de travaux pour le compte de tiers	218 424,00	312 098,96	132 736,87	42,53 %	179 362,09
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	1 655 988,00	817 622,96	418 671,75	51,21 %	398 951,21
DGR - Direction des finances	59 939 998,00	2 348 093,53	1 605 502,18	68,37 %	742 591,35
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	54 939 998,00	742 591,32	0,00	0,00 %	742 591,32
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	54 200 000,00	231 681,15	0,00	0,00 %	231 681,15
dont immobilisations financières (chapitres 16, 27)	739 998,00	510 910,17	0,00	0,00 %	510 910,17
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	5 000 000,00	0,02	0,00	0,00 %	0,02
<i>mouvements pour ordre</i>		1 605 502,19	1 605 502,18	100,00 %	0,01
dont immobilisations des frais d'études 2003		123 632,15	123 632,15	100,00 %	0,00
dont solde des mandats de travaux pour le compte de tiers		1 481 870,04	1 481 870,03	100,00 %	0,01
DGR - Direction des systèmes d'information et de la communication	5 600 000,00	6 138 169,53	5 576 882,18	90,86 %	561 287,35
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	5 600 000,00	6 104 000,00	5 542 712,65	90,80 %	561 287,35
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	5 600 000,00	6 104 000,00	5 542 712,65	90,80 %	561 287,35
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		34 169,53	34 169,53	100,00 %	0,00
Direction de la voirie	57 307 965,00	61 449 339,69	55 875 137,77	90,93 %	5 574 201,92
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	57 307 965,00	60 875 726,78	55 428 633,27	91,05 %	5 447 093,51
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	57 307 965,00	60 697 850,82	55 267 689,84	91,05 %	5 430 160,98
dont mandats de travaux pour le compte de tiers		173 238,46	156 305,93	90,23 %	16 932,53
dont annulation de recettes sur exercices antérieurs (chapitre 13)		4 637,50	4 637,50	100,00 %	0,00
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		361 094,09	233 985,68	64,80 %	127 108,41
<i>mouvements pour ordre</i>		212 518,82	212 518,82	100,00 %	0,00
Direction de la propreté	8 290 000,00	11 501 799,13	9 809 522,06	85,29 %	1 692 277,07
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	8 290 000,00	11 501 799,13	9 809 522,06	85,29 %	1 692 277,07
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	8 290 000,00	11 501 799,13	9 809 522,06	85,29 %	1 692 277,07

Direction de l'eau	3 420 000,00	5 054 512,94	4 880 267,75	96,55 %	174 245,19
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	3 420 000,00	5 054 512,94	4 880 267,75	96,55 %	174 245,19
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	3 420 000,00	5 054 512,94	4 880 267,75	96,55 %	174 245,19
Direction de la logistique et des bâtiments	6 666 283,00	8 891 904,95	7 711 643,47	86,73 %	1 180 261,48
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	6 560 908,00	8 733 913,43	7 554 438,59	86,50 %	1 179 474,84
dont immobilisations (chapitres 21, 23)	1 548 370,00	2 879 075,43	2 684 962,11	93,26 %	194 113,32
dont mandats de travaux pour le compte de tiers	5 012 538,00	5 854 838,00	4 869 476,48	83,17 %	985 361,52
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		52 616,52	52 616,41	100,00 %	0,11
<i>mouvements pour ordre - créances TVA à récupérer sur les travaux cimetières</i>	105 375,00	105 375,00	104 588,47	99,25 %	786,53
DGDEI - pôle développement local	4 228 079,00	3 496 220,67	2 264 810,04	64,78 %	1 231 410,63
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	4 228 079,00	3 453 418,88	2 223 508,25	64,39 %	1 229 910,63
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	4 228 079,00	3 453 418,88	2 223 508,25	64,39 %	1 229 910,63
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		42 801,79	41 301,79	96,50 %	1 500,00
DGDEI - action foncière	15 066 125,00	40 508 046,74	38 585 944,89	95,26 %	1 922 101,85
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	15 066 125,00	38 507 640,55	36 585 538,70	95,01 %	1 922 101,85
dont immobilisations (chapitres 21, 23)	3 066 125,00	25 966 246,28	25 305 520,52	97,46 %	660 725,76
dont mandats foncier pour le compte de tiers	12 000 000,00	12 000 000,00	10 738 623,91	89,49 %	1 261 376,09
dont annulation de recettes sur exercices antérieurs (chapitres 4582*)		541 394,27	541 394,27	100,00 %	0,00
<i>mouvements pour ordre</i>		2 000 406,19	2 000 406,19	100,00 %	0,00
dont acquisitions foncières reçues à titre gratuite		60 033,23	60 033,23	100,00 %	0,00
dont créances à régulariser suite à cessions foncières accordées en paiement échelonné		1 940 372,96	1 940 372,96	100,00 %	0,00
DGDU	60 145 939,00	55 258 806,91	45 335 971,28	82,04 %	9 922 835,63
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	48 877 955,00	49 006 156,68	42 680 617,30	87,09 %	6 325 539,38
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23)	46 474 030,00	42 020 882,48	39 118 674,37	93,09 %	2 902 208,11
dont mandats de travaux pour le compte de tiers	2 403 925,00	6 442 419,83	3 021 971,28	46,91 %	3 420 448,55
dont annulation de recettes sur exercices antérieurs (chapitres 13, 4582*)		542 854,37	539 971,65	99,47 %	2 882,72
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	11 267 984,00	5 228 425,15	1 631 128,90	31,20 %	3 597 296,25
<i>mouvements pour ordre</i>		1 024 225,08	1 024 225,08	100,00 %	0,00
total des dépenses de la PPI	261 511 696,00	251 191 425,01	225 373 965,40	89,72 %	25 817 459,61
dont immobilisations (chapitres 20, 21, 23) - mouvements réels	213 711 337,00	201 946 919,11	186 671 702,51	92,44 %	
dont immobilisations financières (chapitres 16, 27) - mouvements réels	5 445 256,00	5 676 168,17	5 127 793,20	90,34 %	

dont mandats travaux et foncier pour le compte de tiers - mouvements réels	24 325 756,00	29 108 694,25	23 244 150,53	79,85 %	
dont écritures d'avances - mouvements réels	17 923 972,00	8 422 730,06	4 297 075,00	51,02 %	
dont annulations de recettes sur exercice antérieur - mouvements réels		1 088 886,14	1 086 003,42	99,74 %	
dont mouvements pour ordre	105 375,00	4 948 027,28	4 947 240,74	99,98 %	

Les mouvements financiers de dépenses

Ils s'élèvent à 216,072 M€, c'est à dire 48,93 % des réalisations 2004. La prévision de 218,688 M€ est consommée à 98,80 %.

Il s'agit de mouvements réels (133,49 M€) et pour ordre (82,623 M€), dont 75,116 M€ ont une contrepartie en recette de fonctionnement et 5,507 M€ sont des écritures patrimoniales hors périmètre de la PPI, c'est à dire financées dans la section d'investissement.

Les mouvements réels financiers

Le remboursement du capital de la dette, initialement estimé à 76,471 M€ au budget primitif, a été constaté en fin d'année pour la somme de 95,328 M€. Plusieurs opérations de remboursements anticipés ont été engagées dans le courant de l'exercice, représentant un capital de 23,510 M€, dont 19,293 M€ ont été refinancés par de nouveaux emprunts.

Le remboursement de l'emprunt court terme, contracté à la fin de 2003, a été effectué pour la somme de 35 M€. Au total, ce poste totalise un mandatement de 130,328 M€. L'encours de la dette, à la fin de l'exercice 2004, atteint 860 M€ (895 M€ en 2003).

Les dépenses financières résiduelles correspondent aux reversements :

- à nos partenaires, du produit du FCTVA reçu sur les dépenses éligibles, effectuées en 2002, pour les travaux du tronçon nord du périphérique (TNP) et de l'école nationale supérieure des lettres de Lyon 7° (1,549 M€). La région Rhône-Alpes et la ville de Lyon ont encaissé respectivement 0,336 M€ et 0,168 M€. Le département du Rhône a perçu la somme de 1,046 M€ de la Communauté urbaine, dont 0,710 M€ au titre de l'ouvrage TNP,

- d'une partie des recettes de la taxe locale d'équipement (TLE) aux Communes (1,520 M€).

Les mouvements d'ordre financiers

L'étalement des fonds de concours et les subventions représente 54,05 M€. Ce poste, toujours important, enregistre une nouvelle fois une augmentation significative par rapport à l'inscription précédente : elle s'élève à +34 % (40,34 M€ en 2003). S'ajoute également sur cet exercice, pour 1,111 M€, la valeur des indemnités capitalisées, payées lors de réaménagements de prêts, effectués dans le courant de l'exercice, et financées dans le cadre de nouveaux emprunts. L'étalement de cette nouvelle charge, qui débutera en 2005, est prévu sur la durée des nouveaux prêts contractés.

Les subventions reçues depuis 1998 de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), de la région Rhône-Alpes et de la société Eco-emballage pour l'installation d'équipements pour la collecte sélective des déchets et pour l'achat de véhicules électriques sont amorties au même titre et sur la même durée que les dépenses correspondantes : l'annuité 2004 représente 0,408 M€.

Avec une reprise de provision effectuée pour 0,649 M€, l'encours de la provision pour la garantie des emprunts, consentie par la Communauté urbaine, s'établit à 5,860 M€ à la fin de 2004.

La contre-passation des intérêts courus non échus (ICNE) mobilise également 17,466 M€.

La cession d'actifs communautaires, à titre onéreux ou gratuit (foncier, matériels divers et véhicules) la destruction ou le vol de biens conduisent à constater des plus ou moins-values. En 2004, le montant des moins-values a été enregistré pour 1,166 M€.

Plusieurs écritures ont été réalisées pour mettre en conformité l'actif communautaire et le compte de gestion notamment sur les postes frais d'études, logiciels et les amortissements qui s'y rapportent. Ces régularisations ont été effectuées pour la somme de 6,396 M€; elles trouvent leur contrepartie en recette d'investissement pour le même montant.

Les pénalités réglées lors de remboursements anticipés d'emprunts long terme (1,111 M€) et financées par de nouveaux prêts ont été portées en crédit du compte 166 : refinancement de la dette. Deux écritures pour ordre sont effectuées, en dépense pour apurer le compte 166 et en recettes, pour constater au compte 16 4110 : emprunts en euros, l'augmentation du capital restant à rembourser par la collectivité.

Compte administratif 2004 - budget principal- section d'investissement - mouvements financiers - dépenses - en € - tableau n° 6

Libellé	Budget primitif dépenses	Prévision de dépenses	Réalisation de dépenses	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
<i>Mouvements réels</i>	115 084 453,00	134 826 595,56	133 449 368,31	98,98 %	1 377 227,25
dette à long terme (dont 19,293 M€ d'emprunts renégociés)	76 470 677,00	95 418 296,08	95 328 471,16	99,91 %	89 824,92
dette à court terme	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00	100,00 %	0,00
versement du FCTVA (ENS- ouvrages TNP)	1 549 480,00	1 549 480,00	1 549 476,97	100,00 %	3,03
versement TLE	1 435 140,00	1 520 140,00	1 519 970,80	99,99 %	169,20
dépenses imprévues	601 534,00	1 285 342,98	0,00	0,00 %	1 285 342,98
dépôts et cautionnements versés	27 622,00	53 336,50	51 449,38	96,46 %	1 887,12
<i>Mouvements d'ordre</i>	76 751 309,00	83 861 467,04	82 622 938,34	98,52 %	1 238 528,70
charges à étaler et indemnités capitalisées suite renégociation emprunts	54 328 614,00	55 443 067,88	55 427 497,70	99,97 %	15 570,18
amortissement des subventions d'équipement reçues	407 715,00	407 715,00	407 714,51	100,00 %	0,49
reprise de provisions pour garantie d'emprunts	649 305,00	649 305,00	649 305,00	100,00 %	0,00
ICNE contre-passation	17 465 675,00	17 465 675,00	17 465 675,00	100,00 %	0,00
provision pour acquisitions foncières reçues à titre gratuit	2 300 000,00	1 032 162,87	0,00	0,00 %	1 032 162,87
différence sur réalisation négative sur cessions d'actifs (foncier, matériels divers et véhicules)	1 600 000,00	1 353 128,19	1 165 852,98	86,16 %	187 275,21
régularisation pour mise en conformité actif communautaire et compte de gestion (frais d'études - logiciel - amortissement)		6 395 959,22	6 395 959,22	100,00 %	0,00%
renégociation d'emprunts compte 166 pour constater l'augmentation du capital restant dû		1 114 453,88	1 110 933,93	99,68 %	3 519,95
total mouvements financiers - dépenses d'investissement	191 835 762,00	218 688 062,60	216 072 306,65	98,80 %	2 615 755,95

b) - Les recettes

A la clôture 2004, l'émission des titres de recette représente 357,633 M€, 183,102 M€ en mouvements d'ordre et 174,530 M€ pour des écritures réelles. 63,60 % des crédits ouverts sont réalisés (562,358 M€).

Sur ce total, 60,274 M€ concernent les opérations de la programmation pluriannuelle d'investissement. Ils couvrent 26,74 % des dépenses opérationnelles. 40,325 M€ sont des émissions en mouvement réel.

Compte administratif 2004 - budget principal - section d'investissement - recettes - en € - tableau n° 7

Directions	Budget primitif recettes	Prévision de recettes	Réalisation de recettes	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
direction générale - missions	3 010 869,00	2 051 355,54	1 520 436,76	74,12 %	530 918,78
direction des grands projets	3 016 438,00	3 634 510,84	1 971 643,59	54,25 %	1 662 867,25
DGR - direction des finances	5 000 000,00	3 570 423,07	3 093 714,03	86,65 %	476 709,04
DGR - direction des systèmes d'information et de télécommunication	0,00	73 169,53	73 169,53	100,00 %	0,00
direction de la voirie	3 097 965,00	5 095 567,24	5 035 857,54	98,83 %	59 709,70
direction de la propreté	0,00	1 075 425,72	1 081 037,53	100,52 %	-5 611,81
direction de la logistique et des bâtiments	3 786 283,00	4 075 626,52	4 651 466,96	114,13 %	-575 840,44
DGDEI - pôle développement local	1 250,00	779 628,50	792 496,37	101,65 %	-12 867,87
DGDEI - action foncière	12 702 954,00	26 127 161,32	24 869 673,70	95,19 %	1 257 487,62
DGDU	20 895 937,00	20 259 692,70	17 184 397,44	84,82 %	3 075 295,26
périmètre PPI - recettes	51 511 696,00	66 742 560,98	60 273 893,45	90,31 %	6 468 667,53
opérations annuelles (hors périmètre PPI)	0,00	27 390,58	27 390,58	100,00 %	0,00
mouvements financiers - recettes	401 835 762,00	495 588 296,95	297 331 478,33	60,00 %	198 256 818,62
total des recettes d'investissement	453 347 458,00	562 358 248,51	357 632 762,36	63,60 %	204 725 486,15

Les encaissements relatifs aux mandats confiés à la Communauté urbaine s'établissent à 19,139 M€, dont 10,776 M€ uniquement pour les acquisitions foncières aux bénéficiaires de tiers (chapitres 4582). Ils assurent au global le financement de 82,34 % des dépenses de même nature dans l'exercice (23,244 M€).

Une amélioration de la perception des subventions d'équipements est enregistrée en 2004 avec 7,246 M€ reçus ; en 2003 ces mêmes subventions représentaient 4,054 M€. Toutefois, leur portée reste limitée puisqu'elles ne correspondent qu'à 12 % des recettes opérationnelles 2004.

L'Etat soutient pour 1,144 M€ les politiques de la Communauté urbaine en matière de développement social des quartiers (0,598 M€), de déplacements urbains avec l'aménagement des voiries aux abords du futur parc de stationnement Saint Georges à Lyon 5° (0,329 M€), des espaces publics pour le traitement des places Sublet et Barbusse à Vénissieux (0,178 M€), et le projet informatique de suivi des collectes sélectives et résiduelles Centon par l'intermédiaire de l'Ademe (0,039 M€).

Les fonds européens (0,479 M€) et les dotations de la région Rhône-Alpes (0,243 M€) complètent le dispositif de financement des actions pour la politique de la ville.

1,984 M€ est reçu de la ville de Lyon pour les équipements publics réalisés rues Joannès Carret, Saint Cyr, Antoine Laborde et quai Paul Sédaillan à Lyon 9° dans l'opération du quartier de l'Industrie. Les communes de Feyzin, Meyzieu, Saint Priest et Vénissieux ont versé 0,173 M€ pour les opérations de DSU effectuées sur leur territoire.

Les conventions pour le financement des programmes 2001 à 2004 des petits aménagements de voiries (PAV) et pour l'extension de la ligne deux du tramway ont permis de solliciter du syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (Sytral) la recette totale de 2,485 M€.

En 2004, sont reçus de tiers les sommes de 0,692 M€ pour la construction d'entrées charretières et 0,021 M€ pour les travaux d'aménagement de voies privées sur la commune de Jonage. A Francheville, l'installation d'un feu tricolore a donné lieu au versement d'une participation de la société Botanic à hauteur de 0,025 M€.

Au total, les subventions d'équipements et les recettes encaissées pour les travaux effectués pour le compte de tiers représentent, en mouvements réels, 26,39 M€. Ce produit ne couvre que 12,6 % des dépenses opérationnelles de même nature (comptes 20, 21, 23 ; chapitres 4581), soit 209,92 M€ en 2004.

Les recettes réalisées sur des comptes d'immobilisations financières résultent pour 3,032 M€ :

- de l'encaissement des annuités 2004, pour des cessions foncières que la Communauté urbaine a accepté avec condition de paiements échelonnés (0,670 M€),
- du remboursement par la SEM Lyon Confluence de la totalité du prêt consenti en 2001, soit 2,287 M€,
- du produit de FCTVA récupéré à hauteur de 0,075 M€ pour les travaux d'investissement effectués dans les cimetières de Bron et de Rillieux la Pape.

La régularisation des avances versées dans le cadre de mandats de travaux ou de marchés (9,046 M€) et les annulations de mandats émis sur exercices antérieurs (1,86 M€) constituent 18,1 % des recettes réelles de la PPI sur l'exercice 2004.

Les recettes pour ordre réalisées dans le cadre des opérations de la programmation correspondent pour la somme de 19,949 M€ :

- aux valeurs de sortie patrimoniale des biens immobiliers et mobiliers, cédés à titre gratuit ou onéreux, ou le cas échéant détruits (terrains, bâtiments, matériels de la propreté, véhicules) soit un total 15,454 M€,
- aux valeurs des acquisitions reçues par la Communauté urbaine à titre gratuit soit 1,297 M€,
- aux soldes de mandats de travaux confiés par des tiers pour la part des travaux subventionnés par la Communauté urbaine ; écritures similaires en dépenses de fonctionnement, compte 6 741 : subvention en nature, soit 1,488 M€ ; et pour la part des concours reçus qui a financé les équipements communautaires également réalisés concomitamment aux ouvrages remis à ces derniers, soit 1,482 M€,
- aux écritures d'immobilisation des frais d'études 2004, mouvement identique en dépense d'investissement pour 0,124 M€,
- à la créance TVA restant à récupérer, calculée sur la base des dépenses de travaux d'investissement des cimetières communautaires, soit 0,105 M€.

Compte administratif 2004 - budget principal - section d'investissement - recettes de la programmation pluriannuelle - en € - tableau n° 8

Directions/délégations	Budget primitif recettes	Prévision de recettes	Réalisation de recettes	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
Direction générale - Missions (INRP - ENS - plate-forme agro alimentaire)	3 010 869,00	2 051 355,54	1 520 436,76	74,12 %	530 918,78
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	<i>3 010 869,00</i>	<i>1 651 355,54</i>	<i>1 135 176,79</i>	<i>68,74 %</i>	<i>516 178,75</i>
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers - INRP	3 010 869,00	1 640 869,00	1 124 690,25	68,54 %	516 178,75
dont annulation de dépenses sur exercices antérieur ENS (chapitre 458115)		10 486,54	10 486,54	100,00 %	0,00
<i>écritures d'avances - pôle agro alimentaire (mouvements réels)</i>		<i>400 000,00</i>	<i>385 259,97</i>	<i>96,31 %</i>	<i>14 740,03</i>

Direction des grands projets	3 016 438,00	3 634 510,84	1 971 643,59	54,25 %	1 662 867,25
<i>mouvements réels (hors avances)</i>		618 072,84	518 980,98	83,97 %	99 091,86
dont subventions d'investissement (chapitre 13)		34 054,80	34 054,80	100,00 %	0,00
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers		488 317,49	389 225,63	79,71 %	99 091,86
dont annulation de dépenses sur exercices antérieurs (chapitre 231)		95 700,55	95 700,55	100,00 %	0,00
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	3 016 438,00	3 016 438,00	1 452 662,61	48,16 %	1 563 775,39
DGR - Direction des finances	5 000 000,00	3 570 423,07	3 093 714,03	86,65 %	476 709,04
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	5 000 000,00	476 693,23	0,00	0,00 %	476 693,23
<i>mouvements pour ordre</i>		3 093 729,84	3 093 714,03	100,00 %	15,81
dont écritures liées à immobilisation frais d'études 2003		123 632,15	123 632,15	100,00 %	0,00
dont solde des mandats de travaux pour le compte de tiers		2 970 097,69	2 970 081,88	100,00 %	15,81
DGR - Direction des systèmes d'information et de la communication	0,00	73 169,53	73 169,53	100,00 %	0,00
<i>mouvements réels (hors avances)</i>		39 000,00	39 000,00	100,00 %	0,00
dont subventions d'investissement (chapitre 13)		39 000,00	39 000,00	100,00 %	0,00
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		34 169,53	34 169,53	100,00 %	0,00
Direction de la voirie	3 097 965,00	5 095 567,24	5 035 857,54	98,83 %	59 709,70
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	3 097 965,00	3 872 665,78	3 918 852,66	101,19 %	- 46 186,88
dont subventions d'investissement (chapitre 13)	3 097 965,00	3 102 602,50	3 188 920,65	102,78 %	- 86 318,15
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers		159 632,31	159 632,31	100,00 %	0,00
dont annulation de dépenses sur exercices antérieurs (chapitres 21, 231)		610 430,97	570 299,70	93,43 %	40 131,27
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		358 144,54	252 247,96	70,43 %	105 896,58
<i>mouvements pour ordre</i>		864 756,92	864 756,92	100,00 %	0,00
dont écritures liées à acquisitions reçues à titre gratuit		212 518,82	212 518,82	100,00 %	0,00
dont sortie patrimoniale des biens cédés pour leur valeur historique		652 238,10	652 238,10	100,00 %	0,00

Direction de la propreté	0,00	1 075 425,72	1 081 037,53	100,52 %	- 5 611,81
<i>mouvements réels (hors avances)</i>		28 631,68	34 243,49	119,60 %	- 5 611,81
dont annulation de dépenses sur exercices antérieurs (chapitre 21)		28 631,68	34 243,49	119,60 %	- 5 611,81
<i>mouvements pour ordre - sortie patrimoniale pour valeur historique</i>		1 046 794,04	1 046 794,04	100,00 %	0,00
Direction de la logistique et des bâtiments	3 786 283,00	4 075 626,52	4 651 466,96	114,13 %	- 575 840,44
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	3 680 908,00	3 930 908,00	4 546 878,49	115,67 %	- 615 970,49
dont recettes financières TVA récupérée sur travaux cimetières (chapitre 27)	105 375,00	105 375,00	75 889,49	72,02 %	29 485,51
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers	3 575 533,00	3 825 533,00	4 470 989,00	116,87 %	- 645 456,00
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>		39 343,52	0,00	0,00 %	39 343,52
<i>mouvements pour ordre - créances TVA à récupérer sur les travaux des cimetières</i>	105 375,00	105 375,00	104 588,47	99,25 %	786,53
DGDEI - pôle développement local	1 250,00	779 628,50	792 496,37	101,65 %	- 12 867,87
<i>Mouvements réels (hors avances)</i>	1 250,00				0,00
dont recettes financières (chapitre 16)	1 250,00				0,00
<i>Ecritures d'avances (mouvements réels)</i>		14 486,50	27 354,37	188,83 %	- 12 867,87
<i>Mouvements pour ordre - sortie patrimoniale pour valeur historique</i>		765 142,00	765 142,00	100,00 %	0,00
DGDEI - action foncière	12 702 954,00	26 127 161,32	24 869 673,70	95,19 %	1 257 487,62
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	12 702 954,00	13 355 194,04	12 097 706,42	90,58 %	1 257 487,62
dont recettes financières (chapitre 27)	702 954,00	702 954,00	669 597,48	95,25 %	33 356,52
dont recettes liées à mandats foncier pour le compte de tiers	12 000 000,00	12 000 000,00	10 775 868,90	89,80 %	1 224 131,10
dont annulation de dépenses sur exercice antérieur (chapitres 21, 4581*)		652 240,04	652 240,04	100,00 %	0,00
<i>mouvements pour ordre</i>		12 771 967,28	12 771 967,28	100,00 %	0,00
dont écritures liées à acquisitions reçues à titre gratuite		60 033,23	60 033,23	100,00 %	0,00
dont sortie patrimoniale des biens cédés pour leur valeur historique		12 711 934,05	12 711 934,05	100,00 %	0,00

DGDU	20 895 937,00	20 259 692,70	17 184 397,44	84,82 %	3 075 295,26
<i>mouvements réels (hors avances)</i>	<i>7 025 050,00</i>	<i>8 952 001,99</i>	<i>8 987 466,13</i>	<i>100,40 %</i>	<i>- 35 464,14</i>
dont subventions d'investissement (chapitre 13)	2 729 197,00	2 985 490,22	3 984 274,09	133,45 %	- 998 783,87
dont recettes financières (chapitre 27)	2 290 000,00	2 290 000,00	2 286 735,26	99,86 %	3 264,74
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers	2 005 853,00	3 029 277,14	2 218 690,60	73,24 %	810 586,54
dont annulation de dépenses sur exercices antérieurs (chapitres 21, 231, 4581*)		647 234,63	497 766,18	76,91 %	149 468,45
<i>écritures d'avances (mouvements réels)</i>	<i>13 870 887,00</i>	<i>10 005 528,95</i>	<i>6 894 769,55</i>	<i>68,91 %</i>	<i>3 110 759,40</i>
<i>mouvements pour ordre</i>		<i>1 302 161,76</i>	<i>1 302 161,76</i>	<i>100,00 %</i>	<i>0,00</i>
dont écritures liées à acquisitions reçues à titre gratuit		1 024 225,08	1 024 225,08	100,00 %	0,00
dont sortie patrimoniale des biens cédés pour leur valeur historique		277 936,68	277 936,68	100,00 %	0,00
total des recettes de la PPI	51 511 696,00	66 742 560,98	60 273 893,45	90,31 %	6 468 667,53
dont subventions d'investissement - mouvements réels	5 827 162,00	6 161 147,52	7 246 249,54	117,61 %	
dont recettes financières - mouvements réels	3 099 579,00	3 098 329,00	3 032 222,23	97,87 %	
dont recettes liées à mandats de travaux pour le compte de tiers - mouvements réels	20 592 255,00	21 143 628,94	19 139 096,69	90,52 %	
dont annulation de mandats émis sur exercice antérieurs - mouvements réels		2 044 724,41	1 860 736,50	91,00 %	
dont écritures d'avances - mouvements réels	21 887 325,00	14 344 804,27	9 046 463,99	63,06 %	
dont mouvements pour ordre	105 375,00	19 949 926,84	19 949 124,50	100,00 %	

Les mouvements financiers de recettes

297,331 M€ de titres de recettes sont émis pour cette rubrique, soit 83,14 % de la réalisation totale de l'exercice (357,632 M€). C'est 60 % de la prévision ouverte (495,588 M€).

Les mouvements réels financiers

Les recettes réelles s'établissent à 134,179 M€. Les emprunts à court et long termes assurent un financement de la section à hauteur de 95,404 M€. Toutefois, 20,403 M€ correspondent à des opérations de refinancement de prêts. Hors ces opérations de gestion active de la dette, les contractualisations 2004 sont comparables à celles de 2003 (75 M€ contre 78 M€ l'année précédente). Un report d'inscription de 19 M€ est effectué sur l'exercice 2005.

Les dépenses 2002 éligibles au FCTVA ont donné lieu à l'encaissement d'une recette de 19,081 M€. Les produits de la TLE pour 11,785 M€ et des amendes de police pour 7,833 M€ constituent les autres financements externes perçus par la Communauté urbaine.

Les mouvements d'ordre financiers

Il s'agit d'une recette totale de 163,153 M€.

Voté au budget primitif pour 115,10 M€, le virement à la section d'investissement est porté à 117,793 M€ à la fin de l'exercice.

Dans le courant de l'année, il a enregistré une augmentation de 8 M€ du fait de l'encaissement de rôles supplémentaires de la fiscalité permettant également une réduction du programme d'emprunts long terme pour le même montant. A contrario, la prévision a été successivement diminuée pour financer l'ajustement des écritures d'amortissement (0,805 M€), l'inscription de nouvelles subventions de fonctionnement résultant de soldes de mandats de travaux pour le compte de tiers (1,488 M€), des travaux de recueils des eaux pluviales assurés par le budget de l'assainissement (estimation de 2,881 M€), et des acquisitions de matériels de cuisine et de mobiliers à effectuer dans le cadre du budget annexe du restaurant (estimation de 0,052 M€).

84,311 M€ d'excédent de fonctionnement sont affectés à la section d'investissement. Compte tenu du résultat reporté de 2003, l'année 2004 s'achève, en section d'investissement, sur un résultat d'exercice déficitaire de 176,285 M€.

L'annuité relative à l'étalement des fonds de concours et des subventions de la section de fonctionnement constitue une écriture significative de 35,825 M€. L'amortissement des immobilisations (études, logiciels, matériels informatiques, matériels divers et mobiliers, véhicules et immeubles productifs de revenus) est maintenu à 14,376 M€.

Les autres ressources dégagées par la Communauté urbaine sont constituées par les ICNE, recettes de 16,468 M€ et les plus-values résultant de transactions foncières ou de cessions de biens (véhicules, matériels) réalisées tout au long de l'année, soit 2,415 M€.

Compte administratif 2004 - budget principal - section d'investissement - mouvements financiers - recettes - en € - tableau n° 9

Libellé	Budget primitif recettes	Prévision de recettes	Réalisation de recettes	Taux de réalisation sur prévision	Disponible
<i>Mouvements réels</i>	210 865 487,00	213 282 936,56	134 178 579,93	62,91 %	79 104 356,63
dette à long terme (dont 20,403 M€ d'emprunts refinancés y compris indemnités)	139 000 000,00	141 385 545,96	60 403 552,71	42,72 %	80 981 993,25
dette à court terme	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00	100,00 %	0,00
FCTVA	17 973 740,00	17 973 740,00	19 080 565,61	106,16 %	- 1 106 825,61
TLE - opération 0276	11 161 117,00	11 161 117,00	11 785 304,08	105,59 %	- 624 187,08
amendes de police	7 700 000,00	7 700 000,00	7 832 635,00	101,72 %	- 132 635,00
dépôts et cautionnements reçus	30 630,00	52 157,00	66 145,93	126,82 %	- 13 988,93
participation pour non-réalisation aires de stationnement		10 376,60	10 376,60	100,00 %	0,00
<i>Mouvements d'ordre</i>	190 970 275,00	282 305 360,39	163 152 898,40	57,79 %	119 152 461,99
virement de la section de fonctionnement	115 100 000,00	117 793 146,35	0,00	0,00 %	117 793 146,35
excédent de fonctionnement capitalisé		84 310 768,99	84 310 768,99	100,00 %	0,00
provision pour risques de contentieux (régime indemnitaire s. pompiers)	2 250 000,00	2 250 000,00	2 250 000,00	100,00 %	0,00
amortissement des immobilisations	13 945 681,00	14 750 787,34	14 375 901,59	97,46 %	374 885,75
charges à étaler	35 606 061,00	35 606 061,00	35 825 400,10	100,62 %	- 219 339,10
ICNE	16 468 533,00	16 468 533,00	16 468 533,00	100,00 %	0,00
provision pour acquisitions foncières reçues à titre gratuit	2 300 000,00	1 032 162,87	0,00	0,00 %	1 032 162,87
provision pour sortie patrimoniale des biens immobiliers cédés	3 800 000,00	353 243,90	0,00	0,00 %	353 243,90

différence sur réalisation positive sur cessions d'actifs (foncier, matériels divers et véhicules)	1 500 000,00	2 230 243,84	2 415 401,57	108,30 %	- 185 157,73
régularisation pour mise en conformité actif communautaire et compte de gestion (frais d'études - logiciel - amortissement)		6 395 959,22	6 395 959,22	100,00 %	0,00
renégociation d'emprunts apuration compte 166 pour constater l'augmentation du capital restant dû		1 114 453,88	1 110 933,93	99,68 %	3 519,95
total mouvements financiers - recettes d'investissement	401 835 762,00	495 588 296,95	297 331 478,33	60,00 %	198 256 818,62

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Donne acte de la présentation du compte administratif 2004 du budget principal.

2° - Constate les identités de valeur avec les indications portées au compte de gestion pour le résultat de l'exercice 2004, les données du bilan d'entrées et de sorties, les débits et les crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3° - Décide du report de 19 000 000 € de recettes d'investissement, de 4 932 870,73 € de recettes de fonctionnement et de 32 410 100,82 € de dépenses de fonctionnement.

4° - Arrête les résultats de l'exercice à 63 370 948,96 €, de clôture à 9 302 983,73 € et du disponible global après les reports à 825 753,64 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,